

1941. La production porcine l'an dernier a dépassé tous les chiffres connus au pays. L'augmentation demandée est de 28.5 p. 100, ce qui est assez considérable. Dans le cas des produits laitiers on nous demande une augmentation de quelque 6 p. 100 sur la production de 1942. Sauf erreur, le ministre de l'Agriculture (M. Gardiner), qui assistait à cette réunion, a fait connaître les augmentations attendues dans divers genres de production. Pour Ontario, par exemple, l'augmentation demandée par rapport à 1942 est de 400.000 têtes environ pour les porcs, soit 20 p. 100; pour le beurre, 15 p. 100; les œufs, 15 p. 100; les agneaux, 20 p. 100; les bêtes à cornes, 10 p. 100; les pommes de terre, 5 p. 100. La production du fromage doit rester au même niveau.

Ce n'était pas seulement quelques rares produits agricoles, mais presque tous dont on demandait d'accroître la production. Qu'on veuille bien me permettre de citer les chiffres afin de démontrer la grande variété de denrées dont on invite les cultivateurs à accroître la production en 1943. Les voici :

	Pourcentage d'augmentation
Bœuf de boucherie	9
Porcs	28.5
Moutons et agneaux	12
Beurre	14.7
Lait en poudre	42.9
Volailles	10
Œufs	29.5
Avoine	11.6
Orge	11.3
Foin et trèfle	7.7
Luzerne	17.4
Graine de lin	67.6
Betteraves à sucre	42.2
Pommes de terre	10.7

La Chambre sera d'avis, je crois, que c'est demander à l'agriculteur de faire une assez forte contribution, vu la situation de cette industrie actuellement, la rareté de la main-d'œuvre et certaines autres questions que j'aborderai au cours de mes observations. Je le répète la production a été élevée en 1942. L'an dernier la moisson a été abondante, et dans presque toutes les régions du pays nous avons eu une température idéale pour la recueillir. Cependant, je vous ferai remarquer que ces produits ont été récoltés,—du moins dans l'est du Canada,—aux dépens de la préparation de la récolte de 1943. En Ontario tout particulièrement et dans l'est du Canada on n'a semé qu'une très petite superficie en blé d'automne. Les labours d'automne n'étaient que bien lancés dans plusieurs régions au moment où le sol gela et on a laissé en herbe de grandes étendues de terrain que l'on aurait labouré si certains cultivateurs n'avaient pas craint de ne pouvoir recueillir ces moissons à l'automne de 1943.

Le chef de l'opposition a démontré que nonobstant les récoltes abondantes il com-

mence déjà à y avoir rareté de certains produits, que plusieurs denrées agricoles sont rationnées présentement et que d'autres le seront sous peu. Quelqu'un a fait allusion, hier, au rationnement du beurre qui, comme tout le monde le sait, est déjà un fait accompli. Le premier ministre (M. Mackenzie King) a pris assez sévèrement à parti le chef de l'opposition (M. Graydon) parce qu'il n'a pas dit que le rationnement et la rareté du beurre doivent être attribués aux grandes quantités de ces denrées expédiées outre-mer. J'ai donc fait certaines investigations et je ne puis constater qu'on ait expédié une seule livre de beurre au Royaume-Uni, l'an dernier. Quant au bœuf, autre produit agricole qui sera probablement rationné avant longtemps, à en croire le ministre de l'Agriculture qui, d'après les nouvelles de la radio, a fait récemment une déclaration dans ce sens à Brandon,—si on en a expédié outre-mer, la quantité n'en est pas bien considérable. Je crois donc que le premier ministre s'est fort éloigné de la vérité quand il a reproché au chef de l'opposition d'avoir fait une telle déclaration.

Le Gouvernement a été suffisamment averti que les fermes canadiennes manquaient de main-d'œuvre. J'ai parlé tout à l'heure de la conférence entre le Dominion et les provinces, au mois de décembre. A cette conférence assistaient les représentants des provinces, les représentants du ministère fédéral de l'Agriculture à Ottawa ainsi que ceux de la fédération des cultivateurs et d'autres associations agricoles et on a nommé un comité chargé d'étudier les problèmes agricoles. Ce comité a fait à la conférence un rapport qui a été adopté, je crois. J'en ai la copie sous les yeux et je dois dire qu'on y trouve des choses très intéressantes. Si la Chambre veut bien me le permettre, je vais en consigner la teneur au compte rendu. Ce document constitue le rapport de la conférence sur les ouvriers agricoles expérimentés et j'emprunte au *Farmers Advocate*, du 24 décembre, le passage suivant de ce rapport :

En raison de l'accroissement de production requis en 1943, en face du fléchissement des effectifs ouvriers, la conférence est d'avis qu'il y a lieu de reconnaître l'urgente nécessité de conserver et d'augmenter la main-d'œuvre agricole spécialisée que l'on peut trouver. Etant donné le malentendu et la confusion qui existent à l'égard de la main-d'œuvre agricole, il est évident qu'il importe de définir plus clairement la politique du capital humain en ce qu'elle peut avoir de rapport avec l'agriculture. En vue d'aplanir les difficultés inhérentes au problème de la main-d'œuvre agricole, les propositions suivantes sont soumises à l'examen des autorités du service sélectif national :

Ces propositions sont au nombre de cinq, et je serai aussi bref que possible en les portant à la connaissance de la Chambre. Les voici :